



Juillet
2021

TCHAD

CRISE DE DÉPLACEMENT AU SUD DU PAYS

Note de plaidoyer en faveur d'une réponse coordonnée et inclusive en matière d'accueil des réfugiés et des retournés dans le sud du Tchad

MESSAGES CLÉS



La crise de déplacement au sud du Tchad a pris de l'ampleur à cause de la nouvelle arrivée de milliers de retournés et réfugiés de la République Centrafricaine (RCA), conséquence de l'action de groupes armés présents au-delà de la frontière.

Il est nécessaire d'investir dans la résolution progressive de la situation des déplacements dans le sud du Tchad, notamment à travers le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation des personnes en mouvement et des communautés hôtes, et l'engagement communautaire pour la cohésion sociale.



La situation humanitaire dans le Sud s'est dégradée avec la situation des anciens retournés qui ne sont plus assistés et à laquelle s'ajoute la situation des nouveaux retournés.

Depuis janvier 2021, environ 12 208 Tchadiens sont retournés au Tchad depuis la RCA : 53% d'entre eux sont des femmes et des filles. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a besoin d'au moins 1.8 million \$ pour offrir une aide d'urgence aux nouveaux retournés notamment en abris, articles ménagers, eau, hygiène et assainissement.



Les interventions pour préserver et améliorer les capitaux existants dans les communautés nécessitent un financement de 1 million \$ pour la création de l'impact court terme (*life-saving intervention*).

La réalisation d'interventions pour impact à effets multiples dans les communautés, telles que la protection des actifs productifs et la promotion des innovations susceptibles de créer des emplois (*economic empowerment*), est également nécessaire.



Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a ajusté la programmation de ses ressources pour couvrir les besoins les plus immédiats des réfugiés et des retournés récemment arrivés. En tant que tel, le PAM est maintenant confronté à des pénuries critiques pour continuer à fournir de l'aide dans le Sud, avec une rupture complète des ressources prévues en août 2021.

En mai, les 100 000 réfugiés et retournés les plus vulnérables dans le Sud ont reçu des rations, mais le PAM a encore besoin de 5,7 millions \$ pour soutenir les personnes touchées par la crise dans cette région avec des transferts en espèces jusqu'à la fin de l'année. En outre, le PAM a besoin de 450 000 \$ pour reconstituer le stock de biscuits à haute valeur énergétique, en prévision de nouveaux afflux ou d'autres crises soudaines.



L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est confrontée à des pénuries critiques des ressources pour continuer à fournir de l'aide aux réfugiés nouvellement arrivés au Sud.

Afin de répondre aux besoins d'environ 30 000 nouveaux réfugiés, le HCR a estimé des besoins financiers à hauteur de 34,8 millions \$ pour une réponse multisectorielle d'urgence. En juin 2021, seulement 8% des fonds demandés ont été reçus, laissant des lacunes importantes dans tous les secteurs de la réponse de près de 32,7 millions \$, nécessaires pour permettre une protection et une assistance ciblées aux réfugiés et leur population d'accueil.



En 2020, la saison pluvieuse a gravement affecté les provinces du Sud et menace d'impacter sérieusement l'année 2021. La préparation à l'urgence est primordiale en termes d'abris et articles ménagers essentiels.



APERÇU DE LA SITUATION



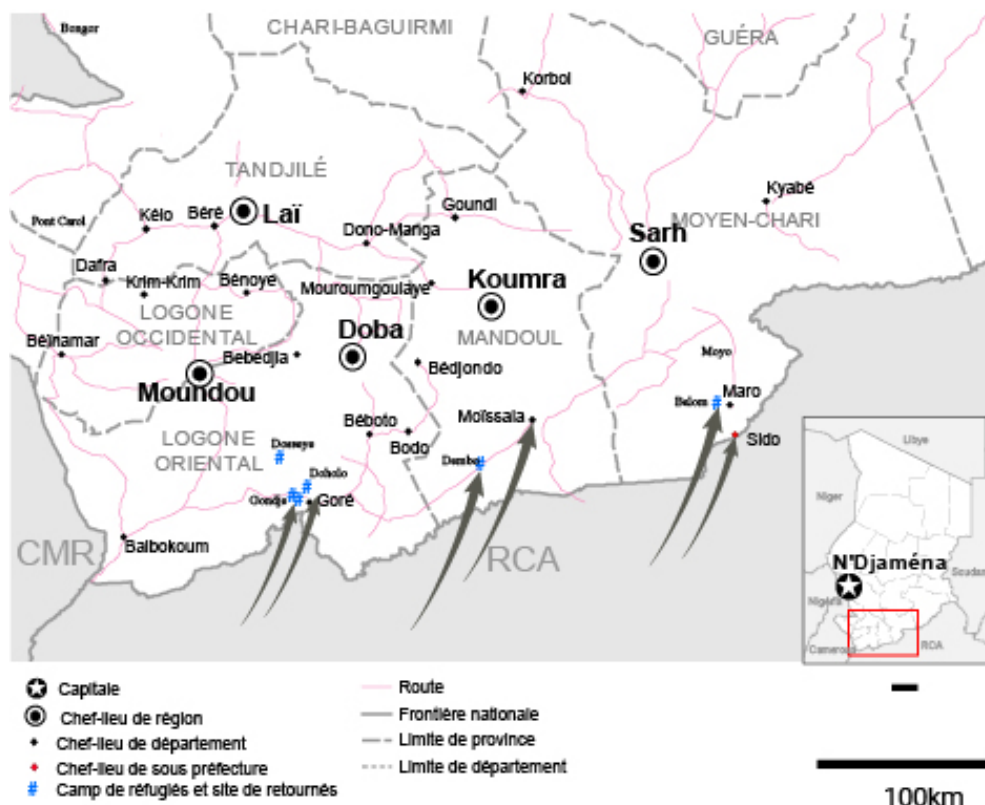
Credit photo : OIM/Pauline Maguier

Les déplacements de populations représentent une problématique essentielle au Sud, principalement en raison de l'insécurité croissante dans la République Centrafricaine voisine.

Les six derniers mois ont été marqués par l'arrivée de nouveaux réfugiés ainsi que de retournés tchadiens en provenance de la RCA : à la fin du mois de décembre 2020 et en janvier 2021, la province du Logone Oriental avait accueilli des réfugiés fuyant les affrontements entre groupes armés sur le territoire centrafricain. Le HCR et la Commission Nationale d'accueil de Réinsertion

des Réfugiés (CNARR) en avaient enregistré 4 858 au 20 janvier 2021. **A la mise à jour du 25 mai 2021, un total de 18 710 personnes avait été enregistrées par le HCR et la CNARR. Parmi ces personnes, 4 873 ont été installées au camp de Doholo et 1 004 au camp de Gondjé.**

A partir du mois d'avril 2021, les offensives lancées par les Forces Armées Centrafricaines (FACA) et leurs alliés contre les rebelles de la Coalition pour le changement (CPC) ont entraîné de nouvelles vagues de déplacement vers le Tchad. **Au 30 mai 2021, 6 457 nouveaux retournés ont été enregistrés à Sido.** A ce



La carte représente les derniers mouvements de population en provenance de la République centrafricaine. Source : OCHA

chiffre, s'ajoutent 709 personnes identifiées dans la province du Mandoul en mai 2021 et 5 042 personnes identifiées entre juin et juillet 2021, soit un total de 12 208 personnes.

Les provinces du Moyen Chari (à Sido) et du Mandoul ont cette fois accueilli les réfugiés mais aussi des retournés tchadiens de la RCA. **L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) y a enregistré 6 457 nouveaux retournés tchadiens au 30 mai 2021, restés temporairement près de la frontière à Sido, en attendant le retour au calme.**

Le 30 mai 2021, de nouveaux affrontements ont opposé les FACA à l'armée nationale tchadienne (ANT) au poste avancé de Sourou, dans le département des Monts de Lam (province du Logone Oriental), entraînant **le déplacement de plus de 5 000 personnes des villages frontaliers vers les villes de Bitoye et Mbaibokoum.** La voie diplomatique privilégiée par les deux pays a permis à la majorité de ces populations déplacées de regagner leurs villages.

Au cours des visites d'évaluation, le HCR a appris qu'environ 1 600 personnes qui habitent la frontière sont encore en déplacement,

craignant une forte militarisation observée à la frontière de Sourou. En effet, un renforcement de la sécurité (augmentation des effectifs et du matériel militaire) a été observé au niveau de tous les postes frontaliers du côté tchadien afin de parer à toute éventualité semblable à celle de l'attaque de Sourou.

Ces nouvelles vagues de réfugiés et retournés exacerbent les vulnérabilités dans les provinces du Sud, en particulier pour les communautés hôtes. **Depuis le début de l'année 2021, le Sud a totalisé 22 433 demandeurs d'asile au 1er juin 2021, concentrés dans les trois provinces du Logone Oriental, Moyen Chari et Mandoul.** On note que ces provinces accueillent déjà plus de 91 276 anciens réfugiés et plus de 77 650 anciens retournés installés dans plusieurs camps, sites et villages d'accueil.

En dépit des différents défis en termes de prévention COVID 19 et des préoccupations liées à la sécurité, le Tchad a néanmoins généralement maintenu une politique de porte ouverte envers les réfugiés nouvellement arrivés.



Les réfugiés nouvellement arrivés de la République centrafricaine reçoivent une aide alimentaire d'urgence.
Photo crédit : PAM/Ngarbaye Nadjiadjim

Défis



Accès humanitaire

Problème d'accès physique et barrières de pluies pendant la saison pluvieuse pour fournir l'assistance. Problème d'accès à l'administration opérationnelle.

Accès limité dans certaines zones frontalières en raison du contexte d'insécurité et qui exigent l'autorisation préalable des autorités départementales (préfet) avant le déploiement du personnel humanitaire.



Sécurité

Des tensions intercommunautaires entre agriculteurs et éleveurs sont observées chaque année à la période de transhumance : depuis le 31 mai 2021, cinq incidents ont été recensés. Un grand nombre de retournés pratiquaient l'élevage en RCA et sont arrivés avec leur bétail dans leurs zones d'accueil, qui sont des zones agricoles. Il est à craindre que cette arrivée massive de bétail n'entraîne des conflits agro-pastoraux. Les autorités ont exprimé un besoin de soutien afin de gérer cette situation afin d'éviter tout conflit.



Coordination

Mécanismes de coordination suspendus à cause de la pandémie de COVID-19. Des actions multisectorielles et durables à travers des programmes intégrant l'humanitaire et le développement, ciblant les communautés hôtes et les populations réfugiées et retournées, doivent être renforcées.



Eau, hygiène et assainissement

Peu de forages dans les zones à risque d'inondation ; nécessité de réhabiliter des forages dans les sites de retournés.



Sécurité alimentaire

Assistance alimentaire à la population sous pression pendant la période de soudure ; assistance alimentaire et en moyens d'existence aux anciens retournés insuffisante. Manque de ressources pour effectuer des distributions en utilisant des transferts monétaires au sud du Tchad. Même si cette modalité a été identifiée comme la plus adéquate dans la zone et qu'elle est également la préférée des bénéficiaires, les déficits de financement ont forcé le PAM à faire des distributions en vivres à plusieurs occasions.



Santé/Nutrition

Faiblesse des structures de santé et pénurie de médicaments et d'intrants nutritionnels, le renforcement de la distribution de moustiquaires et des mesures de prévention COVID-19 est nécessaire. Depuis le début de l'année 2020, le financement des activités alimentaires a considérablement baissé, empêchant de fournir une assistance alimentaire aux réfugiés. De novembre 2020 à mars 2021, il n'y a pas eu d'assistance alimentaire en faveur des anciens réfugiés.

Nouveaux besoins déclenchés par les récents déplacements

En avril 2021, la communauté humanitaire au Tchad, y compris le Système des Nations Unies, les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) nationales et internationales, ont mené une mission rapide conjointe à Sido pour évaluer la situation humanitaire dans le sud du Tchad.

Globalement, les besoins sont critiques dans tous les secteurs (abris, sécurité alimentaire, hygiène, eau et assainissement, santé, nutrition, protection et éducation) compte tenu des faibles indicateurs de développement humain dans la zone (en ce qui concerne l'accès aux services sociaux) et l'impact socio-économique accru à cause de la pandémie de COVID-19. Ainsi, le sous-financement de la réponse humanitaire au Sud limite considérablement la capacité de la communauté humanitaire à agir rapidement.

La mission a identifié les principaux besoins suivants :

Abris

12 208 retournés Tchadiens sont récemment repartis dans des sites spontanés sans abris adéquats vu la saison pluvieuse en cours, et dans des communautés d'accueil dans les sous-préfectures de Sido, Maro et Djeke-Djeke (Moyen-Chari) et dans celles de Bekourou et Dembo (Mandoul). Avec l'arrivée de la saison des pluies, on craint que la promiscuité et les vulnérabilités sanitaires et de protection ne s'aggravent. Les 22 433 réfugiés centrafricains nouvellement arrivés ont été installés soit dans des abris familiaux d'urgence pour ceux de Goré, soit dans des hangars communautaires pour ceux de Maro et prochainement ceux de Moissala. **Les abris et hangars sont constitués d'ossatures en bois et d'une couverture en bâches ; leur durée est de six mois. Ces abris offrent temporairement une protection et une sécurité relatives face aux intempéries, particulièrement en cette saison pluvieuse dans les régions du Sud.** Il y a donc nécessité de leur construire 6 624 abris familiaux semi-durables pour leur assurer une meilleure protection physique et sanitaire.



Nourriture/Sécurité alimentaire

L'arrivée d'anciens réfugiés centrafricains et de retournés tchadiens installés dans des camps et des sites de retournés a eu un impact sur les moyens de subsistance des ménages, **alors que les ressources naturelles (notamment les terres cultivables, les points d'eau, etc.) s'épuisent plus rapidement qu'auparavant et deviennent insuffisantes pour la population croissante.** Outre ces facteurs susmentionnés, la réduction de l'aide humanitaire a sérieusement affecté la disponibilité de nourriture pour les retournés, les réfugiés et les populations hôtes. L'absence d'appui en moyens de subsistance et de stratégies d'atténuation face à la détérioration de l'environnement font émerger des problèmes de protection liés à l'exploitation des maigres ressources existantes dans les zones d'accueil.

Protection

De fortes vulnérabilités ont été signalées parmi les retournés et les réfugiés. **Parmi les retournés, 38% sont des enfants séparés, 15% sont des veuves, 25% sont des femmes allaitantes.** Dans 74% des ménages des retournés, seul un parent est présent avec le reste de la famille dans les lieux d'accueil, la majorité étant des femmes. **Parmi les 22 433 réfugiés, 63% sont des enfants. On compte 583 enfants séparés, 56 enfants non accompagnés, 2 848 femmes à risque et 392 personnes âgées** qui nécessitent une protection et assistance particulière.

Le nombre important d'enfants à risque souligne la nécessité de prioriser le soutien aux systèmes nationaux de protection de l'enfance, y compris la délivrance de documents personnels et la promotion d'options d'éducation pertinentes. La présence d'éléments armés parmi les nouveaux arrivants de RCA est un défi majeur en matière de protection : ils doivent être désarmés pour garantir le maintien de la nature civile de l'asile.

Des survivants de violences basées sur le genre (VBG), des enfants séparés et non accompagnés, des personnes ayant des besoins spécifiques ont par ailleurs été signalés et identifiés. En outre, les conditions ne sont pas encore en place pour faciliter ou promouvoir le rapatriement dans la sécurité et la dignité vers la RCA en raison du conflit toujours en cours.

Chiffres clés



113 709 réfugiés
dont **22 433**
nouveaux réfugiés
(depuis janvier 2021)



89 858 retournés
dont **12 208**
nouveaux retournés
(depuis avril 2021)

Education

Beaucoup d'élèves sont restés à la maison en raison de la fermeture des salles de classes occupées par les retournés. Il est également à signaler le manque de services d'éducation adéquats pour les enfants nouvellement arrivés dans la zone. Alors qu'il y a déjà des efforts en cours pour l'amélioration des conditions d'apprentissage et aussi des infrastructures scolaires primaires et secondaires au Sud, **les capacités des infrastructures scolaires existantes au niveau des villages abritant les sites de retournés et les camps de réfugiés ont été largement dépassées avec cette demande additionnelle de nouveaux réfugiés et retournés.** Notamment, le nombre d'inscriptions à la maternelle a doublé dans les deux camps de réfugiés où la grande majorité des réfugiés ont été hébergés. Même si l'accès à l'éducation est garanti à près de 8 000 enfants, y compris réfugiés et membres de la communauté d'accueil à travers des fonds du projet Education Cannot Wait (ECW), des ressources humaines supplémentaires d'encadrement et des fournitures scolaires sont nécessaires pour atteindre une norme minimale afin d'assurer une réponse éducative adéquate à ces nouveaux élèves.



RÉPONSE HUMANITAIRE

Une réponse globale humanitaire-développement est nécessaire pour faire face à l'urgence et résoudre progressivement et durablement la situation de déplacement dans le sud du Tchad. La stratégie de réponse pourrait être mixte, à travers des assistances en nature et l'utilisation de la modalité de transfert monétaire si cela s'avérait, après les études de conformité dans ce domaine.

Abris

Plus de 12 208 retournés tchadiens (2 455 ménages) nouvellement arrivés vivent actuellement dans des conditions de logement précaires et sont exposés aux intempéries et à l'insécurité. Pour les protéger, **1 300 abris d'urgence sont nécessaires**, leur offrant une meilleure protection et de la sécurité. Les 22 433 réfugiés centrafricains nouvellement arrivés dans les villages hôtes bénéficieront d'abris d'urgence dans les camps et sites des réfugiés existants pour améliorer leurs conditions de vie. Puis, **6 624 abris semi-durables seront construits dans les nouveaux sites de Doholo, Gonje, Belom, Yaroungou, Dembo, Gon, pour remplacer les abris d'urgence**. De nouvelles constructions et des réhabilitations communautaires permettront de garantir les conditions d'accès ou d'utilisation en toute sécurité.

Eau, hygiène, et assainissement

Les nouveaux retournés et réfugiés vivent dans **des conditions insalubres propices à la propagation de maladies chroniques**. Il est vital que les latrines et les forages soient construits conformément aux normes Sphere pour désengorger les espaces communs existants et offrir une protection, une intimité et une dignité adéquate à ceux qui en ont le plus besoin, notamment les femmes et les enfants.

Des forages supplémentaires seront construits et réhabilités dans les villages hôtes et également dans les villages ayant accueilli les réfugiés à la frontière.

Les activités suivantes seront mises en place : la redynamisation de certains comités de gestion des points d'eau dans les villages d'installation des nouveaux réfugiés et retournés, la formation des artisans réparateurs villageois et la mise en œuvre de l'approche ATPC (assainissement total piloté par la communauté), la construction des latrines et douches communautaires, la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation pour la santé et l'hygiène environnementale, la promotion de l'hygiène en milieu scolaire et l'accès EHA dans les écoles, la construction de latrines communautaires et de lave-mains dans les écoles et les centres de santé en tenant compte de l'approche AGD (âge, genre et diversité), l'installation de bacs à ordures, la mise en place et formation d'agents communautaires de promotion d'hygiène, la réalisation des activités de sensibilisation auprès des communautés sur la prévention du choléra et d'autres maladies, l'hygiène alimentaire et d'autres pratiques d'hygiène.

Gestion de sites

Une gestion efficace des sites de déplacement est essentielle pour garantir aux populations un niveau approprié d'assistance et de protection. **Des superviseurs de sites seront déployés dans les sites du Moyen-Chari** en coordination avec les autorités locales et provinciales pour promouvoir une gestion participative des sites et recueillir les retours des bénéficiaires sur la qualité de l'assistance offerte. La **formation des nouveaux réfugiés et retournés et leur insertion dans les comités de gestion des sites et camps** sera essentielle à leur intégration dans la communauté.

Assistance alimentaire

La situation alimentaire et nutritionnelle dans le Moyen Chari est très préoccupante : **70 395 personnes se retrouveraient en insécurité alimentaire sévère en période de soudure, dont plus de 13 000 personnes dans la Grande Sido**, selon les dernières analyses du Cadre Harmonisé de mars 2021. Cette situation se dégraderait d'autant plus par l'arrivée des nouveaux réfugiés et retournés de RCA. Ainsi, **les besoins prioritaires et fondamentaux sont l'accès à la nourriture et l'appui à la reconstitution des sources de revenus et des moyens de production**. Pour ce faire, les actions à mener comprennent le soutien aux activités agricoles et commerciales ainsi que l'élevage de petits ruminants et de volailles.

Le PAM répond aux besoins critiques dans le sud du Tchad, en fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle aux réfugiés nouvellement arrivés et aux retournés. Le PAM les accompagne à leur arrivée avec des biscuits à haute valeur énergétique et enrichis en micronutriments, contribuant à préserver leur état nutritionnel pendant leurs premiers

jours de déplacement. Lors de l'enregistrement par le HCR, les réfugiés reçoivent des rations alimentaires couvrant leurs besoins pendant un mois et sont intégrés dans le programme régulier que le PAM a mis en place dans le sud du Tchad. Le PAM cherche également à aider les familles à devenir progressivement autonomes, afin qu'elles ne dépendent plus de l'aide alimentaire à l'avenir. Une stratégie de réponse à l'urgence doit être réalisée, concomitamment avec les appuis aux moyens de subsistance, pour préserver et améliorer les capacités productives des réfugiés, des retournés et des populations hôtes. Des actions autour de la promotion de l'entrepreneuriat (des jeunes et des femmes), de l'agriculture-élevage et de l'énergie sont nécessaires. Ceci doit se faire dans le cadre de la création de l'impact à court terme, moyen terme et long terme.

Suivi mobilité et déplacements

Le suivi et la cartographie des mobilités sont essentiels et permettront une hiérarchisation plus précise des personnes vulnérables et de leurs situations géographiques pour des interventions ciblées.





SOUS-FINANCEMENT

36 506 personnes ont besoin d'assistance parmi lesquelles 23 506 réfugiés et 13 000 retournés. **19 523 208 \$ US sont requis pour fournir une assistance pendant six mois** (sur le besoin global de 20 047 748 \$ US, la capacité disponible étant de 524 540 \$ US).

Abris/AME : Fournir une aide d'urgence à 33 506 personnes pour couvrir le besoins d'abris et d'articles ménagers essentiels.

Eau, hygiène et assainissement : Assurer l'accès à l'eau à 26 506 personnes déplacées. Assurer l'accès à l'assainissement et la sensibilisation à la promotion d'hygiène et des mesures barrières contre la COVID-19 à 26 506 personnes.

Santé/Nutrition : Assurer la prise en charge médicale et nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes et allaitantes affectés par la malnutrition aigüe sévère. Assurer la prise en charge de 23 506 personnes à travers l'approvisionnement des médicaments, la vaccination et l'appui au personnel soignant.

Protection : Fournir une assistance rapide et coordonnée à 2 500 enfants vulnérables en situation d'urgence. Documenter et apporter un soutien adapté aux enfants à risque, en particulier les enfants non accompagnés, les enfants séparés, y compris les enfants vivant avec un handicap.

Education : Assurer la scolarité de 11 000 enfants à travers la construction de salles de classe, la dotation de fournitures scolaires, et la formation et prise en charge de 165 enseignants.

Sécurité alimentaire : Fournir une assistance alimentaire d'urgence à 36 506 personnes déplacées. Reconstituer les moyens d'existence de 2 600 ménages en situation de déplacement.

Zones de focus: Grande Sido, Barh Sara, Nya Pendé

Partenaires opérationnels : HCR, OIM, PAM, UNICEF, OMS, FAO, CARE, ACF, SOLIDATITES, CARITAS SUISSE, SECADEV, WORLD VISION.

Besoins financiers par secteur *

Secteurs	Besoins en USD	Disponibles en USD	Gaps en USD
Abris/AME	11 023 358	0	11 023 358
WASH	1 716 514	313 612	1 402 902
Santé	1 605 836	120 000	1 485 836
Protection enfant	63 865	0	63 865
Education	722 290	90 928	631 362
Nutrition	151 915	0	151 915
Sécurité alimentaire	4 763 970	0	4 763 970
Total	20 047 748	524 540	19 523 208

* Ces besoins prennent en compte les dernières mises à jour réalisées au mois d'août.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER :

OCHA Tchad : ocha-chad@un.org

Merci à tous les partenaires qui ont contribué à la réalisation de cette note, en particulier l'OIM, le PAM, le HCR, et le SPONGAH.
